



Crise en Catalogne : passer de l'épreuve de force au dialogue et à la solution politique

Le gouvernement espagnol joue avec le feu depuis plusieurs années sur la question de la Catalogne. Dimanche de la plus stupide et de la plus brutale des manières il a perdu la partie symbolique et fait peser une menace sans précédent sur l'unité de l'Espagne.

En choisissant la confrontation violente avec une grande partie du peuple de Catalogne, le gouvernement de droite de Rajoy a ouvert un processus de crise majeur. Cette crise couvait depuis que le Tribunal Constitutionnel avait mis son veto à l'évolution du statut de la Catalogne. Depuis ce rejet, le pouvoir politique madrilène s'est contenté du statu quo, là où il aurait dû ouvrir de sincères négociations avec la Catalogne.

Pourtant il n'en a pas toujours été ainsi. La Constitution extrêmement décentralisatrice de l'Espagne, à la rédaction de laquelle avaient participé des juristes catalans, avait été approuvée en son temps par plus de 90% des habitants de la Catalogne. Les dirigeants de la Catalogne avaient obtenu satisfaction sur leurs principales revendications. A la différence du Pays Basque et de la Navarre, ils n'avaient pas exigé de collecter directement l'impôt pour en reverser ensuite une quote-part à Madrid. Les indépendantistes catalans étaient minoritaires lors des élections et le champ politique était principalement occupé par des autonomistes et des formations attachées à l'unité de l'Espagne. Des foyers de contestation existaient ici et là, mais ils étaient circonscrits. Si le séparatisme était instrumentalisé pour obtenir des concessions du pouvoir central, aucune des parties ne franchissait les lignes jaunes. Rejetant en masse la violence armée comme mode de construction politique, la société catalane ne souhaitait pas être entraînée dans la spirale de violence qui frappait le Pays Basque.

Paradoxalement, la fin de la lutte armée au Pays Basque a relégitimé le combat indépendantiste, débarrassé de l'image terroriste et clandestine. S'est ajouté à cela la crise de 2008, à laquelle le gouvernement espagnol a répondu par des politiques d'austérité. Cette crise a gravement frappé la société catalane et a accru les tensions concernant l'effort de solidarité entre la Catalogne et le reste de l'Espagne. C'est alors que la revendication de l'autonomie fiscale est réapparue dans l'agenda des élites catalanes. Le gouvernement de droite a refusé d'engager des discussions sincères sur cette question, de peur de n'être pas en mesure d'atteindre les objectifs contraignants exigés par la Troïka à laquelle il s'était soumis.

L'impossibilité des banques catalanes de se refinancer directement sur les marchés financiers aurait pu permettre au gouvernement espagnol de trouver un compromis gagnant-gagnant. Mais au contraire, en jouant le pourrissement, la droite espagnole a créé les conditions de la crise qui surgit devant nous. La radicalisation d'une partie croissante de la société catalane a débouché sur la décision du gouvernement catalan d'organiser un référendum avec le soutien des autres forces de gauche comme Podemos, même si cette dernière est contre la sécession avec l'Espagne.

Il faut sortir du statu quo et de cette épreuve de force qui ne peut que déboucher sur une issue tragique aux éventuels effets dominos dans d'autres pays européens. Il s'agit désormais de renouer les fils du dialogue avec le peuple catalan et ses représentants. Ce dialogue doit déboucher sur une négociation ainsi que sur de nouvelles propositions en faveur d'une autonomie encore plus renforcée. A l'issue de ce processus le peuple de Catalogne doit être amené à choisir, par voie de référendum, entre cette nouvelle autonomie et l'indépendance. Son choix devra être respecté.

Mardi soir lors de son intervention qui ne contenait aucune proposition, le roi Felipe VI a refusé d'être une partie de la solution. Seule l'Union Européenne peut désormais se poser en médiateur légitime reconnu par toutes les parties. Mais aujourd'hui, la Commission Européenne dirigée par Jean-Claude Juncker et la plupart des dirigeants européens ont choisi de s'effacer ou de soutenir la répression du pouvoir madrilène. C'est donc à la gauche européenne de prendre des initiatives, au Parlement Européen comme dans chacun des Etats européens, pour rejeter l'épreuve de force et avancer vers une solution politique en Catalogne.

Nous affirmons et affirmerons avec plus de force encore notre solidarité avec le peuple catalan et toutes celles et ceux qui œuvrent pour une issue pacifique à la crise ouverte depuis des années et qui n'a que trop duré.